

Conférence du CSEE: Prévention de l'Abandon scolaire prématuré par l'utilisation des TIC

La Conférence finale du projet du CSEE intitulée « Les syndicats d'enseignants luttent contre l'abandon scolaire prématuré par l'utilisation des TIC dans l'éducation » s'est tenue les 28 et 29 novembre 2013 à Bratislava, en Slovaquie. La conférence a réuni des représentants de syndicats d'enseignants, de la fédération des employeurs (FEEE) et de l'association des étudiants (OBESSU) ainsi que des chercheurs et des enseignants. En vue de tirer des leçons des expériences faites dans des contextes nationaux divers, les enseignants et directeurs d'écoles ont été invités à partager leurs expériences quotidiennes concernant l'utilisation des TIC dans leurs établissements en vue de réattirer /remotiver les élèves.



L'objectif principal de la conférence était de discuter du guide pratique sur l'utilisation des TIC dans l'éducation pour lutter contre l'abandon scolaire prématuré. Ce guide pratique a pour but de prodiguer des conseils aux syndicats d'enseignants, aux établissements d'enseignements, aux décideurs et autres acteurs dans leur secteur de l'éducation. Il repose sur les résultats des quatre études de cas du projet menées dans des établissements d'enseignement secondaire supérieur au Portugal, aux Pays-Bas, au Danemark et en Azerbaïdjan, ainsi que sur les résultats de l'atelier du projet, qui s'est tenu en septembre 2013.

Eleonora Waltraud Schmid, du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP), a présenté les dernières constatations démontrant que les défis liés à l'abandon scolaire prématuré se situent à la fois au sein et en dehors du système scolaire. En ce qui concerne l'utilisation des stratégies utilisant les TIC pour réattirer les sujets à risques sur les bancs de l'école, il semblerait que la plupart des pays de l'UE en sont encore à leurs balbutiements. Guus Wijngaards, représentant du CSEE au sein du groupe de travail sur les TIC de la Méthode de coordination ouverte (MCO), a, quant à lui, souligné la nécessité de discuter de l'utilisation des TIC au niveau des établissements d'enseignement en prenant en considération l'avis des enseignants, des élèves et des parents dans la promotion de l'utilisation des TIC dans l'éducation.

Cette conférence constituait la dernière activité d'un projet du CSEE en cours, qui rejoint l'un des 5 objectifs principaux de la stratégie décennale de l'Union européenne « Europe 2020 ». Cette stratégie a fixé comme objectif de ramener le taux de décrochage scolaire en dessous de la barre des 10% et d'augmenter de 40% le taux de personnes de 30-40 ans ayant terminé des études supérieures d'ici 2020.

Pour suivre l'évolution et les résultats du projet, veuillez vous rendre sur le site web : <http://www.elfe-eu.net/>

Le Conseil adopte ERASMUS+



Le 3 décembre 2013, le Conseil a adopté le règlement établissant ERASMUS+, le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et les sports pour la période 2014-2020. Vous trouverez plus d'information ici http://ec.europa.eu/education/erasmus-plus/index_en.htm.

Ce règlement rassemble en un seul programme des activités qui dépendaient jusqu'ici de plusieurs programmes distincts (dont le programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, Erasmus Mundus et Jeunesse en action) et couvre également des activités au sein du nouveau secteur entrant dans le cadre des compétences de l'UE : le sport. Ce nouveau programme dispose d'un budget d'environ €14.7 milliards – ce qui représente une augmentation de 40% par rapport au précédent budget.

Suite à l'adoption par le Conseil Androulla Vassiliou, Commissaire à l'éducation, à la culture, au multilinguisme et à la jeunesse a déclaré "*Je suis ravie qu'Erasmus+ ait maintenant été officiellement adopté par le Conseil. L'augmentation de 40% du budget prouve l'engagement de l'UE envers l'éducation et la formation. Erasmus+ permettra aux jeunes d'améliorer leurs connaissances et leurs compétences grâce à des expériences à l'étranger qui augmenteront leurs chances d'accéder à un emploi. Si une grande part du budget sera allouée au financement de la mobilité individuelle, Erasmus+ soutiendra également des partenariats accompagnant les citoyens lors de leur passage de l'enseignement à la vie professionnelle, ainsi que des réformes permettant de moderniser et d'améliorer la qualité de l'éducation dans les Etats membres.*" Le CSEE a fait pression à de nombreuses occasions ces 2 dernières années en faveur d'une augmentation des financements prévus par le programme pour chaque secteur.

Echec du sommet du partenariat oriental de l'UE

Le sommet du partenariat oriental qui s'est tenu les 28 et 29 Novembre 2013 à Vilnius s'est clôturé sur un échec. Cela est principalement dû à l'incapacité d'arriver à un accord avec l'Ukraine. 4 des 6 pays participants ont pris leur distance vis à vis de l'UE. Seules la Moldavie et la Géorgie ont conclu des accords d'associations avec l'UE lors du sommet de Vilnius. Au même moment des milliers d'ukrainiens ont manifesté en soutien du partenariat oriental de l'UE, ce qui fut l'une des plus importantes mobilisations depuis la révolution orange en 2004. La déclaration conjointe du sommet est disponible ici: <http://www.eu2013.lt/en/news/statements/-joint-declaration-of-the-eastern-partnership-summit-vilnius-28-29-november-2013>



Défendre l'éducation publique contre le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement



L'UE et les Etats-Unis ont débuté les négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement en juillet 2013. Les résultats d'un tel accord sur un Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement pourraient avoir des effets critiques sur la capacité des Etats membres à réguler et à garantir un service public et donc l'éducation publique. Plus spécifiquement, des accords commerciaux tels que le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement rend encore plus difficile la tâche consistant à inverser la tendance en matière de libéralisation ainsi que la mise en place de nouveaux services. Vous trouverez plus d'information sur le sujet dans le projet de rapport (EN): PUBLIC SERVICES IN EU TRADE AND INVESTMENT AGREEMENTS http://www.epsu.org/IMG/pdf/Draft_report_Markus_Krajewski_mtg14Nov2013.pdf

L'Analyse annuelle de la croissance : critiques virulentes des parlementaires européens

Les membres du Parlement européen (MPE) ont vivement critiqué l'Analyse annuelle de la croissance publiée par la Commission européenne, qui ne cesse de faire des prévisions excessivement optimistes. Selon les députés européens, la Commission européenne ne prend pas suffisamment en considération ces erreurs et n'adapte pas ses recommandations de réforme économique pour lutter contre les conséquences sociales qui en découlent. Les eurodéputés soulignent plutôt que l'Analyse annuelle de la croissance est un exemple de plus de « la même rengaine, année après année ».

Monsieur Rehn, Commissaire chargé des affaires économiques et monétaires et de l'Euro, a ouvert la réunion avec les MPE sur une note très positive, avançant que l'Europe était à l'orée d'un redressement et d'un retour de la croissance. Toutefois, après avoir été assailli de remarques par






des députés européens concernant son discours d'ouverture, il a ajouté : « Je n'ai en aucun cas affirmé que j'étais satisfait de l'économie telle qu'elle est à l'heure actuelle. Il n'y a pas lieu de se reposer sur ses lauriers ». À l'inverse, Monsieur Andor, Commissaire en charge de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, a brossé un tableau bien plus sombre du front de l'emploi dans ses observations préliminaires, mettant en garde sur le fait que le chômage

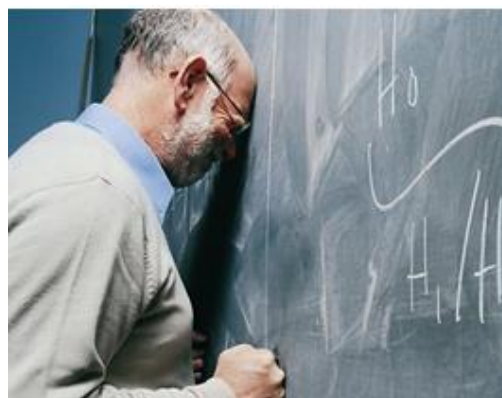
devenait structurel et que le fossé entre le cœur de l'Europe et sa périphérie se creusait de plus en plus, au même titre que le décalage entre l'offre et la demande de compétences. Il a par ailleurs souligné que le taux de décrochage dans l'enseignement et dans la formation était tout aussi inquiétant.

Les membres du Parlement européen (MPE) ont vivement critiqué l'Analyse annuelle de la croissance publiée par la Commission européenne, qui ne cesse de faire des prévisions excessivement optimistes. Selon les députés européens, la Commission européenne ne prend pas suffisamment en considération ces erreurs et n'adapte pas ses recommandations de réforme économique pour lutter contre les conséquences sociales qui en découlent. Les eurodéputés soulignent plutôt que l'Analyse annuelle de la croissance est un exemple de plus de « la même rengaine, année après année ».

La réalité des enseignants : à des années-lumière des idées reçues

Toute une série de rapports publiés par Eurydice démontrent que la réalité des enseignants est bien loin de l'image idyllique que dépeignent les stéréotypes sur la profession.

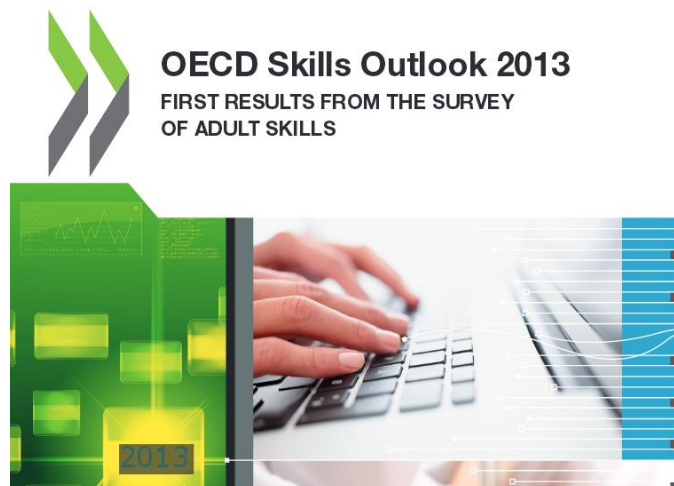
Le rapport  [Chiffres clés de l'éducation en Europe](#) suggère qu'au cours de ces dernières années, le domaine de l'enseignement et de la formation a connu la baisse la plus marquante du taux de diplômés de l'enseignement supérieur par rapport à d'autres disciplines. Le rapport  [Salaires et allocations des enseignants et des chefs d'établissement](#) indique, quant à lui, que le salaire initial des enseignants du primaire et du secondaire est inférieur au PIB national par habitant de la plupart des pays européens. Enfin, le rapport  [Bilans nationaux sur les budgets de l'éducation en](#)



[Europe 2013 \(anglais\)](#) fournit les informations les plus récentes concernant les dépenses prévues en matière d'éducation dans les pays européens. Les budgets de l'éducation nationaux y sont présentés selon le type de dépense et le niveau de l'enseignement. Cette publication permet de constater les changements qui se sont opérés dans les budgets de l'éducation entre 2012 et 2013 et indique, par ailleurs, les raisons de ces changements.

Les premiers résultats de l'enquête sur les Compétences des adultes - Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC)

L'enquête PIAAC de l'OCDE est la première enquête mondiale sur les compétences des adultes. Elle évalue l'alphabetisation, les aptitudes en calcul ainsi que la capacité à résoudre des problèmes en matière de TIC auprès d'adultes âgés entre 16 et 65 ans, et couvre 17 pays européens. D'après les résultats de l'enquête, les personnes les plus instruites ont davantage tendance à entreprendre des formations pour adultes ainsi qu'à avoir un salaire plus élevé et un meilleur emploi.



Les résultats laissent sans voix : 1 adulte sur 5 présente de faibles compétences en lecture, en écriture ainsi qu'en calcul et 1 adulte sur 4 est très peu compétent en matière de TIC ; 57 millions d'adultes présentent une faible alphabetisation et 68 millions n'ont que de faibles aptitudes en calcul.

Les adultes au Japon, en Finlande et aux Pays-Bas sont les plus compétents selon l'évaluation PIAAC, tandis que la Pologne, l'Irlande, la France et l'Espagne présentent les compétences les plus faibles, l'Italie étant en queue de peloton. Il est surprenant de constater que, pour près de la moitié des pays de l'OCDE, disposer d'un enseignement supérieur n'apporte pas une grande différence dans l'acquisition de compétences. Toutefois, les résultats des adultes titulaires d'un diplôme de la formation professionnelle sont bien inférieurs à ceux des diplômés de l'enseignement secondaire général. 17 % des adultes européens n'ont aucune connaissance en TIC, ce qui signifie qu'ils n'ont jamais utilisé un ordinateur, qu'ils ne sont pas capables de surligner une phrase en traitement de texte ou encore de faire bouger la souris. Par exemple, 27% des adultes Italiens et 26% des adultes Polonais n'ont absolument aucune connaissance en TIC. Les adultes présentant de faibles compétences en TIC ont également de faibles aptitudes en calcul, lecture et écriture.

Par ailleurs, les adultes les plus jeunes semblent davantage motivés à améliorer leurs compétences que les adultes se situant dans une tranche d'âge plus élevée (55-65 ans). La différence entre les compétences des jeunes et celles des adultes est la plus marquée en Corée, en Espagne et en Allemagne. Aux États-Unis, en revanche, on ne remarque pas de différence entre plus jeunes et moins jeunes. Sur son site internet, l'OCDE met des informations par pays à disposition des visiteurs.

Résultats 2012 d'enquête PISA

Le 3 décembre 2013, l'OCDE a publié les résultats de l'enquête PISA, qui sont disponibles à l'adresse suivante (en anglais uniquement): <http://www.oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results.htm>. De manière générale, les pays d'Asie orientale, tels que la Corée, se trouvent dans le peloton de tête. Le rapport de l'enquête suggère que les pays présentant les meilleures performances sont également ceux qui présentent une plus grande équité. La Finlande et l'Estonie sont les seuls pays de l'Union européenne qui réalisent des performances de haut niveau et aboutissent à une répartition socialement équitable des acquis d'apprentissage.



L'UE présente des résultats insuffisants par rapport à ses Critères de référence pour l'Éducation et la formation. En ce qui concerne les mathématiques, le taux moyen d'étudiants ayant des faibles résultats dans l'UE est resté sensiblement le même (22,1% contre 22,3 % en 2009). En lecture, le pourcentage d'étudiants présentant des difficultés a baissé, passant de 23,1 % (2006) à 17,8%. En sciences, on remarque une tendance à la hausse. En effet, le pourcentage d'étudiants ayant des lacunes en la matière est passé de 20,3% en 2006 à 16,6% en 2012.

Ces résultats indiquent également qu'il persiste des différences entre les filles et les garçons : en math, les garçons ont de meilleurs résultats que les filles. En sciences le bilan est plutôt mitigé à travers l'UE et en ce qui concerne la lecture, les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons. De plus, l'on constate que les mauvaises performances en lecture concernent en majeure partie les garçons.

La mesure de la confiance a révélé qu'il existait, une fois de plus, une différence entre filles et garçons. Elle indique notamment que les filles se sentent beaucoup moins en confiance en ce qui concerne les math, même lorsqu'elles obtiennent d'aussi bons résultats que les garçons. Un message politique essentiel serait donc de faire en sorte que les filles aient plus confiance en leurs compétences en mathématiques.

L'enquête met également en évidence l'importance du soin et de l'enseignement préscolaire, dans la mesure où plus d'un an dans cet enseignement permet d'augmenter considérablement les résultats moyens en math.